# LE PREMIER PARTI DE FRANCE FAIT UN TABAC

PAR JACK DION

Pendant que les « gilets jaunes » envahissent les rues, les citoyens désertent les bureaux électoraux, et ceci n'est pas sans rapport avec cela. A la législative partielle de l'Essonne, où Francis Chouat va succéder à son parrain Manuel Valls, seulement 17,96 % des inscrits sur les listes électorales s'étaient déplacés au premier tour. Au second, qui a laissé sur le carreau la candidate des insoumis, le taux de participation a encore baissé, à 17 %, faisant de l'élu un député non représentatif d'une population dépitée.

**Le phénomène, s'il n'est pas nouveau, tient du tsunami politique.** Malgré la victoire d'Emmanuel Macron puis celle de son mouvement, le premier parti de France n'est pas LREM. Quoi qu'en dise Marine Le Pen, ce n'est pas davantage le RN, malgré des sondages qui lui donnent à espérer pour les européennes. Ce n'est pas non plus La France insoumise, en dépit d'une percée qui lui permet de contester l'influence de la formation frontiste chez les ouvriers et les employés, en lieu et place d'un PCF marginalisé. Non, le premier parti de France est celui des abstentionnistes. Si on ajoute le vote blanc, on peut même affirmer qu'il réalise un carton électoral.




**Ce constat est d'autant plus inquiétant** que ce témoignage de défiance suprême concerne avant tout les milieux populaires. Le camp dominant est celui des vaincus de la crise et des déçus des différentes équipes politiques ayant exercé le pouvoir ces dernières années, de droite comme de gauche, de Nicolas Sarkozy à Emmanuel Macron en passant par François Hollande. Plus les circonscriptions englobent des quartiers déshérités, plus règne le boycott des urnes. A Paris, où les candidats LREM ont fait le plein lors des législatives, les citoyens se sont déplacés. Dans la Seine-Saint-Denis, ils sont restés chez eux, comme ils l'ont fait le week-end dernier dans l'Essonne.

Il en est d'ailleurs de même, à un degré moindre, pour les syndicats, comme en ont témoigné les élections professionnelles à la SNCF. Si ces dernières ont été marquées par le maintien de la CGT comme première organisation, elles se sont aussi traduites par une baisse de 2 points de la participation (66,7 %, contre 68,6 %). Certes, cela n'a rien à voir avec les consultations politiques. Reste qu'il s'agit du taux de participation le plus bas de l'histoire de la SNCF, alors que les cheminots sont connus pour leur attachement à leur travail, à leur mission et à leur entreprise. Pourtant, ici comme ailleurs, le venin du doute s'instaure dans les têtes, au point de conduire à la sécession par le refus de vote.

**Il ne s'agit pas tant d'une crise civique que d'une crise politique.** Elle se manifeste par un rejet des structures existantes considérées, à tort ou à raison, comme inaptes à représenter les citoyens, à porter leurs aspirations et à exprimer des solutions alternatives. A leur manière, les « gilets jaunes », qui se méfient des partis ayant pignon sur rue, sont aussi l'expression la plus éclatante de ce mouvement de fond. On ne peut que condamner les violences qui leur sont attribuées et on peut s'interroger sur quelques-unes de leurs initiatives. Mais force est de reconnaître que ces citoyens expriment les sentiments profonds des oubliés de la mondialisation, des sacrifiés du progrès ; bref, de tous ces gens *« qui ne sont rien »*, pour reprendre une expression d'Emmanuel Macron.

**A l'époque de la Révolution française,** l'abbé Sieyès avait eu cette formule devenue célèbre : *« Qu'est-ce que le tiers état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? A y devenir quelque chose. »* On pourrait en dire autant du peuple aujourd'hui, tant il est ramené à la portion congrue dans la vie institutionnelle et dans la prise de décision, au point de vider le processus démocratique de son sens. Du coup, les citoyens fuient les urnes de l'impuissance et fustigent l'élite du mépris. Il suffit alors d'une simple allumette pour allumer le feu social, à l'instar de cette hausse des taxes sur le gazole, assimilée par nombre d'automobilistes à une provocation d'autant plus insupportable qu'elle se joint à une culpabilisation déplacée sur l'enjeu écologique.

**Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique de l'Ifop, affirmait récemment :** *« Le prix du carburant, c'est comme le prix du blé sous l'Ancien Régime. »* Pour un président qui a écrit un livre intitulé *Révolution,* il devrait y avoir matière à réflexion. ■